

C.P.I.D.

Président d'honneur

André CHASSAIGNE

Ancien Député du Puy-de-Dôme

Présidente

Christine ARRIGHI

Députée de la Haute-Garonne

Vice-présidents

Philippe GOSSELIN

Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC

Député de l'Ardèche

Vincent LOUAULT

Sénateur d'Indre-et-Loire

Membres

Guy BENAROCHE

Sénateur des Bouches-du-Rhône

Benoît BITEAU

Député de Charente-Maritime

Julien BRUGEROLLES

Député du Puy-de-Dôme

Paul-André COLOMBANI

Député Corse-du-Sud

Vincent DESCOEUR

Député du Cantal

Yannick FAVENNEC

Député de la Mayenne

Guillaume GONTARD

Sénateur d'Isère

Michelle GRÉAUME

Sénatrice du Nord

Sacha HOULIÉ

Député de la Vienne

Gérard LESEUL

Député de Seine-Maritime

Olivier MARLEIX

Député d'Eure-et-Loir

Éric MARTINEAU

Députée de Sarthe

Naïma MOUTCHOU

Députée de Val-d'Oise

Mikaele SEO

Député Wallis-et-Futuna

Aurélien TACHE

Député de Val-d'Oise

CPID : c/o Mme. la Députée

Christine ARRIGHI

Assemblée Nationale

126, rue de l'Université

75007 PARIS

info@cpid.fr | www.cpid.fr



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Table-ronde du CPID à la Questure de l'Assemblée nationale

Le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique a organisé un dîner-débat sur la situation iranienne, le mardi 27 mai dans les salons de la Questure de l'Assemblée nationale. Cette réunion a été ouverte par la députée Christine Arrighi, présidente du CPID qui vient de remplacer le député honoraire André Chassaigne, désormais président d'honneur du CPID.

A cette occasion, le CPID a auditionné deux personnalités ayant des connaissances profondes dans ce domaine : la présidente élue du Conseil Nationale de la Résistance Iranienne (CNRI), Mme Maryam Radjavi et l'ancien vice-président du Parlement Européen (1999-2014), M. Alejo Vidal-Quadras, actuellement président d'une ONG basée à Bruxelles, *In Search of Justice* (ISJ) qui a mobilisé 4000 parlementaires à travers le monde pour la cause de la démocratie en Iran. M. Vidal Quadras a échappé en novembre 2023 à un attentat terroriste à Madrid qui l'avait grièvement blessé.

La présidente du CPID a rappelé que ce Comité avait déjà obtenu à 4 reprises les soutiens d'une majorité de député.e.s : deux fois pendant la législature sous la présidence de Nicolas Sarkozy; une fois sous la présidence de François Hollande; une autre fois en juin 2023 lors du 1^{er} mandat du président Macron. A chaque reprise, le CPID ne s'est pas contentée de dénoncer les exactions des mollahs au pouvoir. Elle a construit et partagé un projet alternatif, aujourd'hui formulé dans sa déclaration CPID-2025 qui circule actuellement parmi les députés.

« On peut dire que le régime des mollahs est assiégé par la colère populaire. Khamenei l'a dit dans une cérémonie religieuse le 31 mars. Il a expliqué qu'il ne croit pas que la menace vienne des États-Unis et d'Israël, mais plutôt des troubles internes, c'est-à-dire des soulèvements populaires, et il a promis de réprimer. (...) Nous disons : Non au voile obligatoire, Non à la religion obligatoire et Non au gouvernement obligatoire (...) Nous appelons la France, l'Europe et le monde à reconnaître la lutte du peuple iranien pour renverser ce régime et la lutte des unités de résistance contre les Gardiens de la révolution. » a déclaré Maryam Radjavi pour résumer la situation,

Alejo Vidal Quadras a informé les parlementaires français avoir « témoigné de ce qu'il m'est arrivé et du terrorisme d'Etat iranien, devant un Comité ad-hoc du Congrès Américain, mais également devant des comités homologues du CPID, au Parlement européen, au Parlement britannique, au Bundestag allemand et au Sénat italien. » Selon lui : « aujourd'hui il y a un consensus dans les Etats européens et aussi aux Etats-Unis, je dirai même au sein de la communauté des nations, que ce régime des mollahs n'a pas d'avenir. Qu'il faut tourner la page. Mais pour tourner la page de ce régime, il faut d'abord avoir une idée claire de l'Alternative (...) ils considèrent à Téhéran le CNRI comme une menace existentielle »

André Chassaigne a déclaré à l'occasion de cette « journée du 27 mai » célébrant la première réunion secrète du CNR en 1943 « qu'il faudrait établir un pont entre l'histoire de la Résistance française et l'actualité du combat du CNRI parce que quand on sait ce qui s'est passé en France, quand on pense à ces jeunes qui portaient

à dix-huit ans, - mon père a été un résistant parmi d'autre, -, qui abandonnaient leur famille et à qui d'ailleurs on pouvait reprocher qu'ils abandonnaient leur famille pour combattre. On parle des dizaines de milliers de morts dans la résistance française, des fusillés, des déportés, les torturés mais vous, vous avez ces dizaines de milliers qui ont été sacrifiés. Et on sait que vous, on va vous reprocher de d'avoir brisé des familles peut-être, on va vous reprocher je ne sais quoi encore, comme les résistants français, on leur reprochait d'être des terroristes ».

Philippe Gosselin, vice-président du CPID a évoqué les agissements terroristes d'agents du régime iranien sur le sol européen, arrêtés par la Police des pays concernés : *« c'est aujourd'hui une exportation de ces incidents, de ces menaces parfois mises à exécution et ça montre bien, que le régime est aux abois. Les risques sont plus forts encore ces derniers temps dans un régime qui est à bout de souffle et qui a tendance, c'est assez logique pour un régime répressif à restreindre les libertés de plus en plus fortement. Devant un tel régime, si nous voulons ce modèle dans lequel nous nous retrouvons avec nos collègues, je pense toujours évidemment à ce plan en dix points du CNRI pour un Iran libre, qui rappelle les fondements : l'égalité entre les hommes et les femmes, l'accès au pouvoir par la démocratie, son maintien par la démocratie, l'abolition de la peine de mort. Si nous y croyons, nous devons être vigilants et non seulement être vigilants mais demander aux États, à l'Europe qu'on ne se contente pas de notes diplomatiques »*

Julien Brugerolles, député du Puy-de-Dôme, nouvel adhérent au CPID, a parlé de la grande vague d'exécutions en Iran, en citant notamment le cas *« d'une douzaine de sympathisants de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple d'Iran (OMPI) qui sont dans le couloir de mort. Ils sont les témoins d'un régime aux abois, qui cherche à briser ceux qui portent l'espoir d'un changement. À travers eux, c'est tout un peuple que l'on tente de faire taire. Il faut les soutenir au lieu de fustiger ou censurer leur choix politique. Cependant, le CPID est attaqué à la fois par celles et ceux qui souhaitent garder les ponts avec Téhéran ...ou par des nostalgiques de la dictature du Chah »*

La réunion a été précédée d'un cocktail dînatoire et suivie d'un débat animé avec l'audience.

Secrétariat du Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique

Le 5 juin 2025

